



# CONSEIL DE SÉCURITÉ

## DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

**2459<sup>e</sup>** SÉANCE : 1<sup>er</sup> AOÛT 1983

NEW YORK

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2459).....	1
Remerciements du Président sortant .....	1
Adoption de l'ordre du jour .....	1
La situation dans les territoires arabes occupés :	
Lettre, en date du 5 novembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15481);	
Lettre, en date du 9 novembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15483);	
Lettre, en date du 8 février 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15599);	
Lettre, en date du 13 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15764);	
Lettre, en date du 27 juillet 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Yémen démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15890) .....	1

## NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## 2459<sup>e</sup> SÉANCE

Tenue à New York le lundi 1<sup>er</sup> août 1983, à 15 h 30.

*Président* : M. Luc de La BARRE de NANTEUIL  
(France).

*Présents* : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

### Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2459)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. La situation dans les territoires arabes occupés :  
Lettre, en date du 5 novembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15481);  
Lettre, en date du 9 novembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15483);  
Lettre, en date du 8 février 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15599);  
Lettre, en date du 13 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15764);  
Lettre, en date du 27 juillet 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Yémen démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15890).

*La séance est ouverte à 16 h 20.*

### Remerciements au Président sortant

1. Le PRÉSIDENT : Comme c'est la première séance pour le mois d'août, je tiens à exprimer, au nom du Conseil, la profonde gratitude de ce dernier au Président pour le mois de juillet, M. Ling Qing, représentant de la Chine, pour le grand savoir-faire diplomatique, la patience et la courtoisie avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier.
2. Je voudrais ajouter que, comme chacun peut le constater, nous siégeons dans une autre salle que celle

où se tiennent ordinairement les séances du Conseil et que, de ce fait, la présidence se trouve dans une situation matérielle apparente plus élevée et, hélas, plus éloignée des membres du Conseil. Je voudrais assurer l'ensemble de mes collègues qu'il n'y a ni outrecuidance de la part de la présidence, ni tentative, qui serait absurde, de modifications des règles de procédure, et je voudrais que les travaux soient effectués le plus rapidement possible dans la salle régulière du Conseil pour que la présidence puisse à nouveau se retrouver tout à fait immergée, comme certains disent, je crois, comme le poisson dans l'eau au sein de l'ensemble du Conseil.

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

### La situation dans les territoires arabes occupés :

- Lettre, en date du 5 novembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15481);  
Lettre, en date du 9 novembre 1982, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Niger auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15483);  
Lettre, en date du 8 février 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le chargé d'affaires par intérim de la mission permanente de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15599);  
Lettre, en date du 13 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15764);  
Lettre, en date du 27 juillet 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Yémen démocratique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/15890)

3. Le PRÉSIDENT : Conformément aux décisions prises lors des séances précédentes consacrées à cette question [2401<sup>e</sup>, 2412<sup>e</sup> à 2414<sup>e</sup>, 2438<sup>e</sup> et 2457<sup>e</sup> séances], j'invite les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, de Cuba, de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Grèce, de l'Inde, du Koweït, du Liban, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, du Niger, du Qatar, de la République arabe syrienne, de la République démocratique allemande, de la République islamique d'Iran, du Sénégal, de la Turquie, du Yémen, du Yémen démocratique et de la Yougoslavie à occuper les sièges qui

leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil; j'invite le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à prendre place à la table du Conseil.

*Sur l'invitation du Président, M. Zarif (Afghanistan), M. Sahnoun (Algérie), M. Caballero Rodríguez (Cuba), M. Khalil (Égypte), M. Al-Qasimi (Émirats arabes unis), M. Dountas (Grèce), M. Krishnan (Inde), M. Abulhassan (Koweït), M. Fakhoury (Liban), M. Zainal Abidin (Malaisie), M. Traore (Mali), M. Mrani Zentar (Maroc), M. Oumarou (Niger), M. Jamal (Qatar), M. El-Fattal (République arabe syrienne), M. Ott (République démocratique allemande), M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran), M. Sarré (Sénégal), M. Kirça (Turquie), M. Salam (Yémen), M. Al-Ashtal (Yémen démocratique) et M. Golob (Yougoslavie) occupent les sièges qui leur sont réservés sur les côtés de la salle du Conseil; M. Terzi (Organisation de libération de la Palestine) prend place à la table du Conseil.*

4. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, du Bangladesh, de Djibouti, de l'Iraq, de la Jamahiriya arabe libyenne, de la Mauritanie, de l'Oman, de la Somalie, du Soudan et de la Tunisie des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

*Sur l'invitation du Président, M. Zowawi (Arabie saoudite), M. Al-Sabbagh (Bahreïn), M. Wasiuddin (Bangladesh), M. Houfane (Djibouti), M. Mohammad (Iraq), M. Burwin (Jamahiriya arabe libyenne), M. Ould Hamody (Mauritanie), M. Ali (Oman), M. Madar (Somalie), M. Elfaki (Soudan) et M. Lessir (Tunisie) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

5. Le PRÉSIDENT : Les membres du Conseil sont saisis du document S/15895, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par les pays suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Émirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Soudan, Tunisie, Yémen démocratique.

6. Le premier orateur est M. Clovis Maksoud, observateur permanent de la Ligue des États arabes, auquel le Conseil a adressé une invitation conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire à sa 2412<sup>e</sup> séance. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

7. M. MAKSOUD (*interprétation de l'arabe*) : Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi que de

pouvoir vous exprimer mes félicitations à l'occasion de votre accession pour ce mois à la présidence du Conseil qui va bénéficier de votre sagesse, de votre connaissance des détails et du sens profond des choses que nous vous connaissons ainsi que des qualités d'indépendance et d'objectivité du pays que vous représentez et qui est pour tous une des grandes puissances amies. Nous espérons que les relations entre les peuples arabes et le peuple français resteront ce qu'elles ont toujours été : des relations de grande et profonde amitié.

8. Je rends également hommage à la sagesse avec laquelle votre prédécesseur, le représentant de la Chine, a présidé le Conseil le mois dernier. A cette occasion, il a fait preuve de la sagesse et des talents diplomatiques que nous lui connaissons et dont je le félicite en mon nom personnel, étant donné que le peuple arabe éprouve une profonde reconnaissance envers le grand peuple chinois qui n'a cessé d'apporter son aide dans tous les domaines pour faire avancer les causes arabes.

9. Les événements douloureux et tragiques qui se sont produits dans la ville palestinienne d'Al-Khalil et qui ont provoqué le martyre d'un certain nombre d'étudiants de l'Université islamique ne constituent pas un événement isolé. Ils représentent non seulement un acte criminel commis par les autorités d'occupation, mais également l'expression d'une conduite systématique dans la politique des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires arabes et palestiniens occupés. Par conséquent, ce qui s'est produit à Al-Khalil ne constitue pas un phénomène passager; il convient d'y voir la cristallisation et l'expression constante du fait qu'Israël a l'intention de commettre ces actes barbares dans les territoires arabes occupés — et plus particulièrement en Palestine — car il cherche ainsi à déplacer la population en lui infligeant toute sorte de tortures afin d'être en mesure de judaïser avant d'annexer et d'assimiler les terres et d'en déplacer les habitants.

10. Les événements qui se sont produits dans la ville d'Al-Khalil font donc partie d'un tout et représentent la dernière expression d'un plan systématique et d'une politique délibérée. Tout le processus d'implantation de colonies de peuplement — qui a été souvent déclaré illégal et non avvenu — constitue une politique destinée à empêcher l'établissement d'une unité nationale palestinienne quelconque et représente le prélude à la réalisation du dogme sioniste d'annexion et d'assimilation de terres qui doivent être incorporées dans ce qu'on appelle le Grand Israël.

11. Voilà pourquoi lorsque les Arabes s'adressent au Conseil de sécurité, autorité internationale suprême responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ils le font par respect envers l'Organisation des Nations Unies et en raison de leur engagement à l'égard de la Charte des Nations Unies et aussi de leur respect du droit international et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sans parler de

tous les organes et de toutes les institutions des Nations Unies par lesquels l'Organisation s'efforce de rétablir une paix juste dans la région et dans le reste du monde.

12. En outre, le Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, il y a un mois environ, lors d'une réunion des représentants du Secrétariat des Nations Unies, a affirmé la ferme résolution des Arabes d'amener l'Organisation à faire accorder une plus grande crédibilité à ses résolutions, à donner une plus grande efficacité à ses organes et à conférer une fiabilité plus grande aux Articles de la Charte. Donc, lorsque les Arabes s'adressent au Conseil de sécurité et à l'Organisation des Nations Unies, ils donnent la preuve de leur engagement de principe, et ce recours au Conseil est l'expression de leur conviction, en plus d'être l'expression d'un besoin. Voilà pourquoi les Arabes se préoccupent beaucoup de la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies. Ils veulent que les résolutions de l'Organisation, notamment celles du Conseil, recouvrent leur prestige et leur efficacité afin que personne ne puisse dire que les résolutions du Conseil sont presque devenues lettres mortes qui passent dûment dans les annales juridiques mais qui ne sont ni applicables ni viables. L'écart de crédibilité entre les déclarations de l'Organisation des Nations Unies et ses actes a été provoqué par Israël et l'autre entité raciste, l'Afrique du Sud, afin d'empêcher l'Organisation d'assumer ses devoirs et fonctions à l'égard du monde et de l'humanité par l'application de la Charte et de ses résolutions.

13. Il est vraiment affligeant de voir qu'une grande puissance, les Etats-Unis, a à maintes reprises toléré la conduite de ceux qui, comme Israël, s'efforcent de saper la crédibilité de l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement du Conseil de sécurité. Force nous est donc de nous pencher sur l'engagement à l'égard de la lettre et de l'esprit de la loi que les Etats-Unis invoquent parfois en disant que les actes des colons israéliens à Al-Khalil sont une question intérieure et que les autorités militaires et judiciaires d'Israël ont entrepris une enquête — comme si les colons armés qu'Israël appelle des "fanatiques" ne faisaient pas partie intégrante et organique des colons israéliens sur la Rive occidentale, comme si le fait d'armer ces hommes n'avait pas été possible grâce à des licences établies par Israël même, comme si les armes dont ils se sont servis contre les Palestiniens innocents étaient illégales dans la conception israélienne, comme s'il s'agissait d'insurgés contre les autorités israéliennes et non, comme c'est le fait, d'une armée complémentaire au service des objectifs expansionnistes d'Israël en Palestine occupée.

14. Nous nous demandons, à l'instar du monde entier, comment ces colons peuvent prétendre qu'ils veulent s'installer dans la ville arabe d'Al-Khalil sous prétexte qu'il y avait des juifs à Al-Khalil à un certain moment. Si nous appliquons ce genre de logique — si nous sommes prêts à l'appliquer —, il serait indispensable que le peuple de Palestine, qui a été déplacé de ses villes, Haïfa, Jaffa, Lod et Acre et de centaines d'autres villes

et villages de Palestine revienne, en vertu de la même logique, bien qu'il n'y ait pas égalité entre le droit des Palestiniens de retourner dans leurs villes et villages et celui des personnes qui veulent cristalliser des droits fabriqués à Al-Khalil, parce que ces dernières viennent de Brooklyn et de villes américaines et que leurs droits sont imposés par la répression et l'occupation alors que le droit des Palestiniens de retourner dans leur patrie, leurs villes, leurs villages dans toute la Palestine est un droit continu, hérité et internationalement reconnu.

15. Ainsi, ces assertions mensongères qu'invoque Israël par la présence et le foisonnement de ses colonies de peuplement sont destinées à empêcher la cohésion nationale des Palestiniens, parce qu'Israël veut contester le droit du peuple palestinien à l'autodétermination dans une partie du pays et du territoire.

16. Les documents abondent; ils deviennent plus nombreux de jour en jour. Quotidiennement, de nouvelles preuves viennent confirmer la violation par Israël — l'occupant — des droits de l'homme, des droits nationaux et des droits juridiques du peuple palestinien.

17. Le monde est de jour en jour plus convaincu que les actions d'Israël dans les territoires arabes occupés sont contraires au droit international, violent les résolutions du Conseil, portent atteinte à la Charte et vont même à l'encontre des exigences déclarées des Etats-Unis, seul allié d'Israël dans la région. Sinon, comment pourrions-nous expliquer le fait que les Etats-Unis n'ont pas, comme les autres, condamné Israël pour des actes qui sont anormaux au titre du droit américain et dans le contexte de la politique proclamée par les Etats-Unis ? Comment pourrions-nous expliquer que les Etats-Unis, chaque fois que nous nous portons devant le Conseil, disent qu'ils prennent des initiatives, qu'il s'agisse de celle de Camp David dans le passé, de celle de Reagan il y a environ un an, ou d'autres encore prises fréquemment pour nous convaincre de l'inutilité d'un recours au Conseil ? Ces initiatives, nous a-t-on dit, étaient "le seul choix possible" : ou bien vous acceptez ce "choix" ou bien on vous empêchera d'exercer toute autre option diplomatique ou politique.

18. Supposons que nous pensions que les initiatives des Etats-Unis, puisqu'elles sont prises par une superpuissance, méritent notre attention et qu'elles font partie de notre politique. Pour la discussion, disons que nous dépendons de ces initiatives, de leur sérieux et de leur fiabilité. Nous l'avons fait en informant les Etats-Unis que l'initiative du président Reagan méritait d'être examinée attentivement pour que nous puissions reconnaître la justesse de certains de ses éléments. A plusieurs reprises, nous avons dit aux Etats-Unis que nous avions des réserves quant à d'autres aspects de l'initiative Reagan. Nous avons accepté sélectivement d'étudier les aspects de cette initiative, mais Begin et Israël l'ont rejetée au bout de 24 heures. Qu'en est-il résulté ? Le rejet par Israël de l'initiative Reagan est devenu partie des considérations dont le Gouver-

nement des Etats-Unis tient compte lorsqu'il s'occupe du problème du Moyen-Orient. Et pourtant, à la douzième Conférence arabe au sommet, tenue à Fès en novembre 1981 et septembre 1982, les Arabes étaient disposés à faire des concessions et à accepter un dialogue sur cette initiative. Mais cette bonne volonté a été interprétée comme une hésitation de la part des Arabes à traiter sérieusement avec les Etats-Unis. Cette logique à rebours a vite suscité de nouvelles réserves de la part de bien des Arabes; en effet, s'ils sont prêts à dépendre de l'initiative Reagan et de l'autorité des Etats-Unis sur Israël, ils ne veulent pas en être prisonniers.

*[L'orateur poursuit en anglais.]*

Le fait de miser sur les initiatives américaines ne doit pas et ne saurait pas nous entraîner à en devenir les otages.

*[L'orateur reprend en arabe.]*

19. Cette situation, examinée dans une perspective générale, montre que les Etats-Unis, en la personne de leur président, ont demandé à Israël de geler la création des colonies de peuplement. Ils ont demandé un gel, et pourtant l'ancienne position des Etats-Unis, souvent énoncée par le président Carter et Cyrus Vance, le Secrétaire d'Etat de l'époque, était que les colonies de peuplement israéliennes sur la Rive occidentale, à Gaza, sur les hauteurs du Golan et partout ailleurs étaient illégales. L'attitude des Etats-Unis a changé et on a invoqué beaucoup d'arguments pour justifier ces changements.

20. On a dit que les colonies de peuplement israéliennes étaient des obstacles à la paix. Mais tout acte illégal n'est-il pas un obstacle à l'instauration de la paix ? Tout obstacle à l'instauration de la paix n'est-il pas un acte illégal et illégitime ?

21. Nous devons donc reconnaître la bonne volonté des Etats-Unis, reconnaître qu'il n'y a aucune différence entre la déclaration du président Carter à l'effet que les colonies de peuplement sont illégales et celle du président Reagan à l'effet qu'elles constituent des obstacles à l'instauration de la paix. Dans l'un et l'autre cas, nous considérons que notre attachement à la légitimité internationale nous oblige à reconnaître que tout obstacle à l'instauration de la paix est illégal et que tous ce qui est illégal et illégitime entrave le processus de paix.

22. Que s'est-il passé ? Les Etats-Unis ont-ils participé à la condamnation d'Israël par la communauté internationale pour avoir implanté ces colonies de peuplement ? La réponse est non, parce que les Etats-Unis ont estimé que condamner Israël ou lui infliger des sanctions risquerait de le rendre plus intransigeant et plus disposé à défier la volonté internationale. Les Etats-Unis ont donc conclu que le fait de convaincre Israël de se prêter à la volonté internationale pouvait

être possible en lui accordant des concessions, mais non pas en le châtiât.

23. Ainsi, en menaçant d'exercer leur droit de veto et en exerçant ce droit, les Etats-Unis ont empêché qu'Israël soit condamné et que des sanctions dissuasives soient appliquées à son encontre. Qui plus est, du fait de cette attitude, les résolutions du Conseil continuent d'être méprisées et sa crédibilité est en conséquence sapée. Les Etats-Unis se sont trouvés bien des fois en désaccord avec Israël, surtout après l'invasion du Liban, et nous pensions que ces différends les amèneraient à aborder leur politique au Moyen-Orient de manière objective. Nous pensions également que le défi flagrant opposé par Israël à la politique déclarée des Etats-Unis — la pleine indépendance et la souveraineté du Liban, le fait que des colonies de peuplement entravent le processus de paix —, nous pensions que ces différends officiels conduiraient les Etats-Unis à réfléchir et à envisager l'établissement des relations amicales avec de nombreux pays arabes, à limiter leur préjugé favorable à l'égard d'Israël et, quelquefois, leur préjugé favorable flagrant pour les objectifs d'Israël dans la région.

24. Et c'est ici qu'il y a un paradoxe : ces différends étaient connus d'Israël, mais il a réagi de manière exagérée, affirmant que ces divergences de vues constituaient une menace pour les relations américano-israéliennes, qu'il traversait la phase la plus critique de ses relations avec les Etats-Unis et qu'il y avait un danger que les Etats-Unis commencent à vouloir relâcher leurs relations traditionnelles et privilégiées avec Israël. Certains ont cru à ces affirmations, et un grand nombre d'entre nous ont voulu croire que ces perspectives pourraient se réaliser jusqu'à un certain point. Que s'est-il passé ? Le Congrès des Etats-Unis a approuvé une assistance accrue à Israël, dépassant les demandes du Gouvernement des Etats-Unis lui-même. Nous avons dit que le Congrès avait été influencé par des facteurs auxquels le Gouvernement des Etats-Unis n'est peut-être pas soumis. Nous avons espéré que cette différence d'attitude entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif pourrait amener les Etats-Unis à tenir compte de leurs relations avec le monde arabe ainsi que de leurs intérêts dans la région.

25. Le public américain commence à comprendre ce qu'est véritablement Israël et quelles sont réellement ses intentions. Nous avons perçu cette évolution de l'opinion publique américaine dans de nombreux secteurs. C'est ainsi qu'un dirigeant noir a usé d'une métaphore et a dit, pour décrire les souffrances des Noirs, que parfois ces derniers se sentent comme les habitants de la Rive occidentale. C'est peut-être là une exagération, mais le fait que ces propos aient été repris montre que de grands secteurs de l'opinion publique américaine ont commencé à comprendre ce qu'est réellement Israël.

26. Nous avons dit aussi que le Gouvernement des Etats-Unis, dans le cadre des nombreux efforts qu'il a

déployés à propos de la question du Moyen-Orient, accorde de l'attention à ses amis. Mais nous avons constaté que les Etats-Unis ont commencé à considérer sous un angle nouveau leurs divergences de vues avec Israël, animés par la conviction qu'elles resteraient ancrées dans notre mémoire alors que tout retour à des relations privilégiées entre les Etats-Unis et Israël serait aussitôt oublié, comme si les divergences existant précédemment pouvaient rester dans nos esprits, et comme si l'établissement par le passé de relations privilégiées entre eux pouvait être oublié par les Arabes. Pendant combien de temps encore ce dilemme persistera-t-il ?

27. Si nous venons à l'Organisation des Nations Unies et devant le Conseil, on nous dit : "Vous dévaluez l'Organisation des Nations Unies". Si nous venons à l'Organisation de manière répétée, on nous dit que ce recours affaiblit le prestige du Conseil. Mais, si nous n'avons pas recours au Conseil, à qui pouvons-nous nous adresser alors ? Devons-nous attendre une initiative des Etats-Unis, initiative qui avortera aussitôt qu'elle sera présentée ? On nous dit que le président Reagan était personnellement concerné et que le Gouvernement des Etats-Unis ne pouvait empêcher l'établissement d'une seule colonie de peuplement. Le Gouvernement des Etats-Unis n'a même pas laissé entendre à Israël que si ce dernier persistait à établir des colonies de peuplement, il mettrait fin à l'assistance militaire qui afflue en Israël. Si nous ne nous adressons pas au Conseil, à l'opinion publique internationale, si nous ne pouvons rien attendre des initiatives américaines, à qui pouvons-nous nous adresser, vers quoi pouvons-nous nous tourner ?

28. On nous a dit que la balance de la puissance militaire continuait de pencher en faveur d'Israël. Jusqu'à quand ? Est-ce bien là ce que nous voulons ? Veut-on vraiment que nous soyons forcés de recourir à une option militaire alors que l'on persiste à légitimer les options diplomatiques et politiques. La réponse se trouve ici, au Conseil, et elle réside dans la volonté collective d'empêcher qu'Israël continue de violer les résolutions du Conseil et les dispositions de la Charte.

29. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant inscrit est le représentant du Koweït. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

30. M. ABULHASSAN (Koweït) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, au nom de la délégation du Koweït, j'ai le plaisir de vous féliciter d'assumer la présidence ce mois-ci. Nous attendons avec intérêt de vous voir diriger les travaux du Conseil car votre sagesse et votre compétence sont bien connues. Vous représentez également un pays ami qui a du poids et de l'influence dans la politique internationale d'une façon générale et dans la question du Moyen-Orient en particulier.

31. Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur, le représentant de la République populaire de Chine, qui a

dirigé avec compétence et habileté les travaux du Conseil pendant le mois de juillet.

32. Nous nous réunissons une fois de plus non pas pour faire face à une nouvelle politique israélienne ou à une nouvelle attitude d'Israël mais pour étudier un nouveau crime dans toute la série de crimes abominables qui constituent collectivement l'épine dorsale de l'entité sioniste et raciste implantée dans le territoire arabe de Palestine. Le crime auquel je me réfère est l'agression perpétrée par les Israéliens armés, en pleine vue du Gouvernement israélien, contre l'Université islamique de la ville d'Al-Khalil le 19 juillet dernier, qui a provoqué la mort de 3 étudiants et en a blessé 40.

33. La politique de coercition et de terreur pratiquée par Israël dans tous les territoires arabes et palestiniens occupés est, à notre avis, le résultat immédiat de la poursuite de l'occupation de ces territoires et le résultat du défi que lance Israël aux valeurs, à la volonté et aux pactes internationaux. L'objectif final de la politique israélienne est de réaliser ce que l'on appelle le Grand Israël.

34. Il est honteux de voir qu'Israël commet tous ses actes d'agression sous prétexte de ce qu'il qualifie de sécurité. Nous nous demandons quelle est cette sécurité qui ne connaît aucune limite ? De quelle sécurité s'agit-il alors qu'elle prive de sécurité et de paix les propriétaires légitimes de ces territoires et qu'elle porte atteinte à la paix et à la sécurité des pays voisins ?

35. Le monde entier est certain, surtout par l'intermédiaire du Conseil, de la fausseté des revendications de sécurité qu'Israël cherche à invoquer pour se protéger ; il est certain que le but final est l'élimination du peuple palestinien par l'anéantissement physique, la poursuite de ce peuple où qu'il se trouve, la spoliation de ses terres et l'établissement de colonies de peuplement israéliennes sur ces mêmes terres.

36. Le Koweït est convaincu que la politique d'Israël visant à créer des colonies de peuplement représente la pierre angulaire d'un objectif final qui est, en définitive, l'annexion de la bande de Gaza et de la Rive occidentale.

37. Le Conseil s'est prononcé sans équivoque dans deux résolutions sur l'illégalité de la politique de création de colonies de peuplement : la résolution 252 (1968) et la résolution 465 (1980). Ces deux résolutions confirment que toutes les mesures israéliennes visant à modifier la nature physique, la situation démographique et les structures des territoires arabes et palestiniens occupés depuis 1967, y compris Al-Qods, n'ont aucune validité légale et que la politique israélienne de création de colonies de peuplement constitue une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>2</sup> et un grave obstacle à l'établissement de la paix au Moyen-Orient.

38. Israël ne s'est pas contenté d'installer des colonies de peuplement et d'importer des dizaines de milliers de juifs du monde entier pour s'y installer, il a également implanté des bandes armées constituées de colons de la Rive occidentale et de Gaza; il existe une entente et une coordination entre ces bandes et le Gouvernement israélien. Tous les colons juifs de la Rive occidentale et de Gaza portent des armes avec l'autorisation du Gouvernement. Si le but de s'armer est la légitime défense, comme le prétend le chef d'état-major israélien, le général Moshe Levi, qui a refusé de désarmer les colons pour mettre fin au cycle de violence et de représailles, cela suscite de sérieux doutes sur ce pays lourdement armé, incapable de protéger ses citoyens et qui, partant, leur permet de porter des armes pour se défendre au lieu d'en assumer la responsabilité.

39. Les crimes commis par ces colons sur la Rive occidentale et dans la bande de Gaza ont pris place à plusieurs reprises et ont été commis en plein jour; il y a eu des attaques criminelles contre les maires de Naplouse, de Ramallah et d'Al Bireh. Celui qui croit qu'Israël révélera un jour l'identité des auteurs de ces crimes doit être un innocent qui n'a aucune idée de la véritable nature de la mentalité malade et conspiratrice d'Israël. Le rapport du Ministère israélien de la justice connu sous le nom de rapport de la Commission Karp a confirmé que les efforts des policiers qui enquêtent sur les crimes commis par les colons juifs dans des territoires occupés se trouvent toujours gênés par deux questions principales : d'abord l'ambiguïté qui existe à propos de l'autorité des policiers sur les colons juifs des territoires occupés et ensuite l'ingérence politique de la part du Gouvernement israélien lui-même.

40. Le Koweït demande au Conseil de réaffirmer ses résolutions précédentes sur l'illégalité des colonies de peuplement israéliennes dans les territoires occupés et de faire de nouveaux efforts pour obliger Israël à respecter ses résolutions pertinentes.

41. Le peuple palestinien a souffert d'actes horribles sous l'occupation tyrannique israélienne qui sera reconnue par l'histoire comme l'une de ses périodes les plus sombres. Le peuple palestinien a lutté et continue de lutter pour recouvrer ses droits usurpés.

42. Le peuple palestinien, qui a placé sa confiance en l'Organisation internationale, lance un appel au Conseil pour qu'il assume les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies et qu'il sauve ce peuple des pratiques barbares dont il fait l'objet et dont le but est d'essayer d'effacer son identité et son caractère ainsi que d'usurper ses terres et ses biens en implantant sur celles-ci des groupes racistes étrangers.

43. Le Conseil doit forcer Israël à respecter les pactes internationaux qui lui font obligation de protéger la vie des civils dans les territoires occupés et lui interdisent d'apporter dans ces derniers des changements démographiques et juridiques.

44. Au premier chef, le Conseil doit mettre fin à l'occupation israélienne de territoires arabes et palestiniens et permettre au peuple palestinien opprimé d'exercer ses droits inaliénables et légitimes, y compris son droit à l'autodétermination, son droit au retour dans sa patrie et son droit d'instaurer son propre Etat sur son propre territoire sous la direction de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien.

45. Le Koweït estime que les pays qui apportent à Israël une aide économique et militaire ainsi qu'un appui moral, en dépit de sa politique colonialiste de peuplement qui a été condamnée unanimement et universellement, ne font qu'encourager ce pays ennemi de la paix à poursuivre une politique hostile à la paix et à s'entêter dans son mépris du droit, des valeurs et des conventions internationales. Ma délégation lance un appel à ces pays, en premier lieu aux Etats-Unis, pour qu'ils cessent d'appuyer cet Etat qui foule aux pieds les valeurs humaines et, plus important encore, pour qu'ils cessent de semer des obstacles sur la voie frayée par le Conseil afin qu'il puisse exercer son mandat en condamnant cet Etat hors la loi et en imposant à son encontre les sanctions appropriées.

46. En demandant au Conseil d'examiner les derniers événements, les pays arabes ont une fois encore montré qu'ils croient en l'Organisation des Nations Unies et ont confiance en elle, notamment en le Conseil, et qu'ils comptent sur lui pour trouver une solution à la question de Palestine et au conflit du Moyen-Orient. Le fait de ne pas agir aurait pour l'Organisation internationale de graves effets qui porteraient atteinte à sa crédibilité et à la confiance que les peuples du monde entier placent en elle.

47. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la République arabe syrienne. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

48. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : Tout d'abord, je voudrais, Monsieur le Président, vous adresser mes sincères félicitations pour votre accession à la présidence pour ce mois. Je suis certain que votre sagesse, votre grande expérience et la place importante qu'occupe votre pays dans la patrie arabe contribueront à aider le Conseil à mener à bien ses fonctions conformément aux intérêts véritables de la communauté internationale. Votre présidence revêt une signification particulière. Vous connaissez très bien notre région qui traverse une étape particulièrement difficile de son histoire en raison de la politique d'agression, d'hégémonie et d'occupation étrangère. Le peuple français a résisté au nazisme, et nous saisissons cette occasion pour le féliciter de sa résistance aux nazis lorsque ces derniers occupaient votre pays. Dans son examen de la question dont il est saisi, le Conseil a besoin de votre sagesse, de votre sens de l'équité et de votre perspicacité. Vous êtes éminemment qualifié pour occuper ces fonctions.



49. Qu'il me soit permis, Monsieur le Président, d'exprimer toute notre estime à votre prédécesseur, M. Ling Qing, à son grand pays et à son peuple qui n'a jamais cessé de contribuer à la civilisation du monde et qui se tient fermement et sincèrement aux côtés des peuples en lutte.

50. Comme d'autres orateurs l'ont dit, les crimes commis récemment contre la population d'Hébron ne sont pas des événements isolés, mais font partie d'un plan sioniste délibéré qui remonte à 1897. Ce plan a bénéficié de la protection du colonialisme qui l'a même consacré et inclus dans le Mandat sur la Palestine, violant ainsi le droit à l'autodétermination consacré dans le Pacte de la Société des Nations. Les criminels d'aujourd'hui sont les successeurs de ceux qui, à l'époque, ont violé les droits des Arabes et fait couler leur sang. A croire que l'élimination de l'entité nationale était une base juridique légitime destinée à servir les intérêts du colonialisme.

51. Le lien organique et l'alliance entre le sionisme, d'une part, et les Etats colonialistes, d'autre part, avant, pendant et après la première guerre mondiale, n'étaient rien d'autre qu'un moyen de contrôler la destinée de la nation arabe, de la démembrer et de faire échouer ses aspirations.

52. Le Conseil a commis une erreur historique — disons les faits tels qu'ils sont — lorsqu'il s'est empressé de recommander l'admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies. Aujourd'hui nous et la majorité des membres du Conseil avons à payer le prix de cette erreur dans laquelle le Conseil a été entraîné par le colonialisme occidental. Depuis 1948, le Moyen-Orient est un foyer de dangers pour la paix et la sécurité internationales. Des tentatives sont faites pour détruire notre pays, berceau de la civilisation mondiale, au moyen de l'établissement d'une entité raciste et expansionniste qui va à l'encontre de la logique de l'histoire. Nous estimons que le régime international que nous avons instauré, et à la Charte duquel nous nous sommes ralliés avec bonne volonté afin de mettre fin à la guerre, à l'agression et au colonialisme et de permettre aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination, est menacé d'effondrement si le Conseil n'assume pas ses responsabilités et ne remplit pas ses devoirs. Je m'adresse ici aux membres du Conseil. Nous leur avons confié la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales de manière exclusive, mais le temps a prouvé que le Conseil reste souvent en deçà des aspirations des peuples, surtout du peuple arabe.

53. Les Etats-Unis, qui ont bien volontiers repris la succession du colonialisme et qui se sont efforcés de le perpétuer, de l'encourager et de l'étendre, constituent à nos yeux les principaux responsables pour ce qui est d'affaiblir l'efficacité du Conseil et de l'empêcher d'assumer ses devoirs fondamentaux. A titre d'exemple, je tiens à dire que cette grande puissance a déclaré une fois de plus, par la bouche de son président, que l'éta-

blissement de colonies de peuplement israéliennes sur notre territoire occupé n'était pas un acte illégal. Le président Reagan, répondant à Al Bloom, correspondant du *Pittsburgh Jewish Chronicle*, qui lui demandait s'il estimait que les colonies de peuplement constituaient un obstacle à la paix, a déclaré, comme le *Washington Post* l'a rapporté le 20 juin : "Non, je ne crois vraiment pas\*."

54. La position des Etats-Unis n'est-elle pas une violation flagrante des engagements pris par le Gouvernement américain en vertu de la Charte et des normes du droit international, plus particulièrement des engagements assumés par les Etats-Unis en vertu de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 ? Les Etats-Unis ont violé cette convention au Viet Nam et la violent à l'heure actuelle en plusieurs autres lieux.

55. Que signifie l'établissement d'une colonie de peuplement en territoire arabe ? Le Conseil doit comprendre la signification de ces colonies : elles signifient la saisie des terres arabes et la privation des moyens d'existence de leurs populations; elles signifient la privation d'eau potable et d'eau pour l'irrigation; elles signifient la pauvreté, la déchéance et l'esclavage. Tout cela contraint ces populations à abandonner leurs terres et à s'exiler.

56. Au début du siècle, Herzl n'avait-il pas prévu ce qui se passe aujourd'hui lorsqu'il écrivait dans son journal, en 1904, que les colons devaient déraciner la population autochtone et la rejeter à travers le désert, sauf une minorité qui servirait à tuer les serpents venimeux ? Les successeurs sionistes de Herzl appliquent son projet colonialiste une phase après l'autre. Aujourd'hui, nous entendons les voix enfiévrées de certains sionistes, comme celle du Ministre de l'intérieur de l'entité sioniste, qui a déclaré avec arrogance, comme cela a été rapporté dans le *New York Times* du 11 juillet : "Nous devons comprendre que le droit des Juifs de vivre à Hébron pour moi en tant que personne ne se discute pas. Aucun Juif ne peut se voir interdire de s'installer où il veut en Israël\*."

57. Le *New York Times*, que l'on décrit comme "respectable", a publié un article du rabbin terroriste Meir Kahane, lui permettant ainsi d'empoisonner l'esprit naïf du public américain avec des opinions fascistes contenant un dogme raciste honteux et incitant à une guerre constante contre les Arabes. Le dernier paragraphe de cet article se lit comme suit : "Afin de survivre, passons à l'exécution de la deuxième étape : le transfert des Arabes de la terre d'Israël à leur propre terre arabe."

58. Il ne s'agit pas simplement d'un vœu pieux : le terroriste Kahane, qui porte l'habit ecclésiastique et pratique le terrorisme en Israël et aux Etats-Unis

\* Cité en anglais par l'orateur.

mêmes, passe d'une université américaine à l'autre, enseignant aux étudiants américains l'emploi des armes et les exhortant à participer au crime que représente l'installation en Palestine et dans les hauteurs du Golan. Ce qu'est Kahane, avec sa double nationalité américaine et israélienne, n'est pas un phénomène isolé. Ceux qui tuent les enfants d'Al-Khalil, qui annexent les terres et qui profanent les lieux saints d'Al-Khalil sont de la même école que Begin, Sharon, Shamir, Arens et Kahane. Ces hommes ont fait du lavage de cerveau et ont bourré les crânes de haine, de rancune et d'idées criminelles. Même l'esprit des femmes — des mères — a succombé à cette épidémie de haine des Arabes propagée par le sionisme. Le *New York Times*, ce journal "respectable", dans son numéro du 12 juillet, a publié une déclaration émanant d'une mère d'origine américaine qui a été installée par la force et aux dépens d'une famille arabe dans la ville d'Al-Khalil. Dans cette déclaration elle recommandait que les Arabes soient chassés de la ville sainte, en disant : "A vrai dire, nous voulons qu'ils s'en aillent. Et s'ils restent, ils doivent accepter l'idée que c'est un pays juif et non un pays arabe. Ils devront accepter d'être gouvernés par nous\*."

59. Comme l'ont déclaré M. Clovis Maksoud, de la Ligue des Etats arabes, et de nombreux orateurs arabes au Conseil, les milieux officiels israéliens et leurs porte-parole aux Etats-Unis s'emploient par tous les moyens à absoudre les classes dirigeantes en Israël de toute responsabilité pour les crimes commis par les colons à Jérusalem, à Naplouse, à Al-Khalil, dans les hauteurs du Golan et ailleurs. Ces milieux affirment qu'il faut faire une distinction entre les colons sanguinaires et le Gouvernement israélien, dirigé par Begin, qui souffre de mélancolie ou, plus simplement, de dépression nerveuse.

60. En fait, tout colon, en Israël, tient beaucoup à appliquer la politique officielle de création de colonies de peuplement sur laquelle Israël a été fondé depuis le début en tant qu'entité raciste, colonialiste et expansionniste. Tout colon, homme ou femme, estime que garder les biens usurpés est un devoir qui lui incombe et considère l'expulsion ou le meurtre d'un Arabe comme une mesure constructive qui mène vers la prétendue libération. Si le représentant d'Israël le désire, il peut répondre, mais il n'a pas besoin de rire. Son collègue des Etats-Unis a ri un jour dans cette salle et nous lui avons répondu et nous sommes prêts à lui répondre encore, parce que faire cela sous votre présidence serait un affront pour chacun de nous. Voilà ce qui se passe aujourd'hui dans la ville arabe d'Al-Khalil, mais ni les Américains ni les autres témoins oculaires ne se laissent leurrer par cette stratégie sioniste. Daniel Gavrón a écrit à propos d'Al-Khalil dans le *Wall Street Journal* du 27 juillet : "Et les colons savent qu'ils ont l'appui du gouvernement Begin, qui s'est engagé à reconstruire le vieux quartier juif au cœur d'Hébron\*."

Malgré toutes ces preuves, Washington émettra peut-être le jugement suivant : "Israël est innocent parce qu'il est fou\*."

61. Les desseins d'Israël vont du Nil à l'Euphrate. La chose est bien connue; elle a été déclarée; Israël cherche à parvenir à cet objectif notamment en attisant l'antisémitisme aux Etats-Unis dans l'espoir de pousser les juifs à émigrer dans notre région et à obtenir par le chantage de plus grandes ressources financières et de nouveaux avantages politiques afin d'étendre et de soutenir le mouvement des colons sionistes. Tout cela s'accompagne d'une campagne psychologique destinée à museler quiconque proteste contre le chantage, moral ou matériel. John Oakes, ancien rédacteur en chef du *New York Times*, a écrit dans le numéro du 21 juin de ce quotidien pour faire des reproches au maire sioniste de New York, M. Ed Koch :

"Le maire, avec beaucoup d'autres qui se sont érigés en porte-parole de la communauté juive américaine, suit une voie séparatiste dangereuse — faisant en fait une distinction entre les obligations civiques des juifs américains et celles des autres Américains — en utilisant cette rhétorique à la McCarthy\*."

62. Mais le colonialisme sioniste sur les hauteurs arabes syriennes du Golan s'aggrave de jour en jour et, malgré les actes d'oppression et de terrorisme d'Israël, la population des hauteurs du Golan rejette l'identité israélienne et, comme je l'ai déjà dit au Conseil, risque l'exécution faute d'accepter les exigences d'Israël. Les nouvelles qui nous parviennent de la région, où les journalistes étrangers ne peuvent se rendre du fait de cet "îlot de démocratie dans notre région", interdiction qui s'étend aux journalistes israéliens, nous apprennent que les arrestations et les descentes de police continuent à cause d'une résistance farouche aux plans de colonisation et au détournement des ressources en eau au moyen d'un réseau de barrages destinés à l'irrigation des colonies de peuplement israéliennes des hauteurs du Golan. Ces colonies sont maintenant au nombre de 35 et les autorités d'occupation ont l'intention d'installer 20 000 colons israéliens dans les hauteurs du Golan en cinq ans, colons dont la plupart seront peut-être des Américains.

63. Malgré tous les actes d'oppression des autorités d'occupation, notamment le couvre-feu qui dure des jours et des jours, nos citoyens adhèrent à la charte nationale qui a été approuvée à Majdal Chams, sur les hauteurs du Golan, le 25 mars 1981. Le maire de Majdal Chams a déclaré le 6 janvier 1983 : "Les autorités d'occupation ont fait pression sur nous pour que nous soyons porteurs de cartes d'identité israéliennes, mais tout ce que nous portons, c'est la haine des Israéliens dans notre cœur."

\* Cité en anglais par l'orateur.

\* Cité en anglais par l'orateur.

64. Les autorités israéliennes ont bloqué toute possibilité d'emploi pour tous ceux qui rejettent l'identité israélienne, mais la population des hauteurs du Golan, évacuée de force pendant la guerre de 1967, est dans l'impossibilité de rentrer dans ses foyers en dépit de la résolution 237 (1967) adoptée à l'unanimité par le Conseil et réaffirmée d'année en année par l'Assemblée générale et d'autres instances internationales.

65. Les autorités israéliennes agissent sur les hauteurs du Golan conformément au concept de l'annexion que le Conseil a déclaré nul et non avenu dans sa résolution 497 (1981), résolution rejetée par Israël au cours de la séance même à laquelle elle avait été adoptée à l'unanimité. Lors des dernières sessions de l'Assemblée générale, des résolutions ont été adoptées, demandant à Israël de revenir sur l'annexion, mais Israël, avec l'appui de son allié, les Etats-Unis, n'a appliqué aucune résolution; au contraire, il a accéléré la création de colonies de peuplement et intensifié ses pratiques de terrorisme au point d'empêcher les étudiants d'entrer dans des universités syriennes ou de s'inscrire dans les universités des territoires arabes occupés s'ils refusaient l'identité israélienne.

66. Il est vraiment regrettable que le Conseil n'ait pas pris de mesures contraignantes, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, pour obliger Israël à révoquer l'annexion des hauteurs du Golan. En effet, cela a encouragé les dirigeants terroristes d'Israël à continuer de judaïser les territoires palestiniens et syriens occupés, y compris Jérusalem, la Ville des villes. Le défi qu'Israël oppose au peuple arabe, à l'Organisation des Nations Unies et, surtout, au Conseil de sécurité a été exprimé par le terroriste Begin qui a dit le 17 avril, à l'occasion de la célébration de la prétendue indépendance, "nos colonies de peuplement ne sont pas un obstacle à la paix mais plutôt, comme je l'ai dit, le préalable de la paix".

67. Je laisse au Conseil le soin de tirer ses propres conclusions quant à la signification de cette politique et de ses objectifs; elle finira par pousser le monde au bord du désastre.

68. L'arrogance d'Israël dans la réalisation de ses desseins expansionnistes est liée à des facteurs importants dont nous avons déjà parlé au Conseil et que nous mentionnerons à nouveau aujourd'hui. Il s'agit avant tout du soutien sans limite donné par Washington à Israël sur les plans financier, militaire et politique. Le soutien financier américain à Israël ne se borne pas à la somme ahurissante officiellement annoncée de 2,5 milliards de dollars par an; selon les renseignements publiés par le service gouvernemental américain que l'on appelle Bureau de la comptabilité générale, cette aide se monte à plus de 10 milliards de dollars par an. Malgré la censure appliquée dans la superdémocratie où nous vivons, malgré cette censure visant à dissimuler la vérité, le rapport publié par ce service montre qu'aucun autre Etat étranger n'a été traité avec cette générosité dont bénéficient 3 millions de juifs vivant sur les terres

usurpées en Palestine et sur les hauteurs syriennes du Golan. La part par habitant de l'assistance officielle et officieuse accordée par les Etats-Unis à Israël atteint 2 900 dollars par an, c'est-à-dire l'équivalent du revenu par habitant de certains Etats relativement développés, ou l'équivalent du salaire multiplié par 12 du travailleur dans le tiers monde, surtout dans les pays désavantagés. Conformément à des renseignements publiés, les Etats-Unis ont récemment décidé d'assumer totalement les frais de la guerre menée par Israël contre le Liban, guerre qui visait à détruire le Liban, son peuple et son infrastructure. L'article écrit par Joseph Harsch dans le *Christian Science Monitor* du 14 juillet exprime toute l'amertume que ressent maintenant le contribuable américain — et j'espère qu'il y a parmi nous des contribuables américains — dont le pays connaît une crise économique aiguë accompagnée d'un taux de chômage sans précédent dans l'histoire de ce pays riche.

69. Une autre raison pour laquelle Israël se montre de plus en plus arrogant réside dans le fait que Washington octroie des armes perfectionnées à sa base, Israël. Le Secrétaire d'Etat à la défense des Etats-Unis a décrit Israël comme étant un porte-avions terrestre qu'on ne pouvait pas couler. M. Weinberger est même allé plus loin lorsqu'il a expliqué le rôle que jouait Israël au service des intérêts américains dans les termes suivants :

"Les Etats-Unis sont liés à Israël par des intérêts stratégiques. Les Etats-Unis sont unis à Israël par un patrimoine commun de liberté et un esprit de pionnier\*."

70. Oui, il s'agit bien d'un "esprit de pionnier". Où est la population autochtone des Etats-Unis ? Qu'est-elle devenue ? Elle a été tuée, massacrée, dispersée; elle est maintenant en prison dans ce que l'on appelle des réserves. Voilà quelles sont les valeurs de la "liberté" et de l'"esprit de pionnier". Et voilà ce qui se passe aussi en Israël, où la race palestinienne a été anéantie par cet "esprit de liberté" et cet "esprit de pionnier".

71. Le Secrétaire d'Etat à la défense de cette superpuissance ne s'est pas borné à faire l'éloge d'Israël et à rassurer le sionisme américain; il est allé jusqu'à s'incliner devant cette minorité qui a en main l'avenir et le destin du peuple américain et a dit le 13 mai à l'American Jewish Committee :

"Personne ne doit douter du ferme appui que l'on accorde à Israël ni y voir là une "double loyauté". La liberté n'est pas si facile à diviser, et le soutien donné à la sécurité d'Israël est un soutien donné à notre propre sécurité\*."

Les Etats-Unis considèrent que la sécurité du monde et leur propre sécurité passent par la sécurité d'Israël.

\* Cité en anglais par l'orateur.

72. N'y a-t-il pas un lien direct entre cette position officielle des Etats-Unis et la déclaration faite par Begin le 3 mai ? Les membres du Conseil noteront que les dates auxquelles ces deux déclarations ont été faites sont proches. Begin a dit :

"Le gouvernement juif agira pour renforcer les colonies de peuplement, pour les étendre et pour les consolider..."

"Dans les négociations à venir en vue de la signature d'un traité de paix entre Israël et ses voisins, toute proposition visant à faire disparaître ou à évacuer les colonies de peuplement juives sera rejetée\*."

73. Et cependant, Begin souffre de mélancolie et de dépression nerveuse. La mélancolie est devenue la maladie qui frappe cette personnalité israélienne parce qu'elle ne veut pas restituer les territoires arabes occupés. C'est le non-retour de ces territoires qui devrait susciter la mélancolie, et non pas l'inverse.

74. Peut-on encore se demander quelle est l'origine de l'arrogance d'Israël ? La récompense de l'agresseur consiste en des instruments de mort et de destruction comme les avions F-16 et autres qui affluent une fois de plus en Israël, lui permettant, par une alliance stratégique renouvelée, de contrôler le sort de notre nation, notre richesse et notre rôle stratégique. Voilà la source de son arrogance. Quant au soutien politique donné par les Etats-Unis à Israël, qu'il suffise de vous rappeler que vous avez vu au Conseil comment les Etats-Unis ont empêché l'application de résolutions adoptées à l'unanimité condamnant l'établissement de colonies de peuplement, l'annexion de Jérusalem et la déclaration faisant de Jérusalem la capitale d'Israël. Le Conseil a également adopté à l'unanimité la résolution 497 (1981) demandant à Israël de révoquer l'annexion du Golan. Les Etats-Unis ont aussi empêché l'application des résolutions 508 (1982) et 509 (1982) qui demandait le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël du territoire libanais jusqu'aux frontières internationalement reconnues du Liban.

75. La République arabe syrienne voudrait une fois de plus engager le Conseil à assumer la responsabilité de l'application de ses résolutions. La paix et la sécurité internationales sont véritablement menacées. En raison de la politique des Etats-Unis, le Conseil est devenu une tribune à rhétorique. Mon collègue de la Jordanie pense comme moi. Le Conseil est devenu une tribune à rhétorique et non pas le lieu d'une action internationale efficace; pourtant, à un certain moment, les peuples et les Etats avaient pleinement confiance en la capacité du Conseil à prévenir les guerres et à éliminer l'agression.

76. Nous demandons aux Etats-Unis de permettre au Conseil de prendre des mesures efficaces, conformément

au Chapitre VII de la Charte, pour assurer le départ inconditionnel de l'agresseur de tous les territoires arabes occupés et pour permettre au peuple de Palestine d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur son sol national, sous la conduite de l'OLP. Notre peuple, comme tous les peuples représentés au Conseil, lutte pour mettre fin à l'occupation et à l'agression en vertu de son droit naturel de légitime défense. Notre nation arabe ne renoncera jamais à ce droit, quels que soient le passage du temps, le prix et les sacrifices nécessaires.

77. Nous espérons que les Etats-Unis comprendront enfin que les droits de notre peuple ne peuvent se prêter à des marchandages; que nous ne serons jamais les protecteurs des intérêts américains et que les tentatives d'hégémonie et les efforts faits pour imposer la domination sur certaines régions échoueront parce que notre nation est consciente; elle tient à son histoire, à son patrimoine, à sa terre et à ses valeurs. Les manœuvres des forces de déploiement rapide qui auront bientôt lieu dans notre région arabe n'affaibliront pas la détermination de notre peuple. Bien entendu, Israël participera à ces manœuvres. Nous pensons que le fait de montrer sa force au moyen de ces manœuvres est une menace dirigée contre nous, mais elle ne nous fera pas peur et elle ne nous dissuadera pas de rechercher nos objectifs nationaux et, au premier chef, la reconquête de nos droits usurpés. Nous sommes certains que les masses arabes et les masses populaires partout dans le monde se dresseront dans une même tranchée contre la menace de l'agression.

78. M. LING Wing (Chine) [*interprétation du chinois*] : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord, au nom de la délégation chinoise, de vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre accession à la présidence pour le mois d'août. Nous sommes convaincus que votre sagesse et vos qualités de diplomate assurent au Conseil tout le succès possible dans ses travaux au cours du mois d'août.

79. Le fait que le Conseil a tenu de nombreuses réunions pour examiner la situation dans les territoires arabes occupés prouve amplement l'inquiétude de la communauté internationale à l'égard de la situation dans cette région. En dépit de cela, il y a eu de nouveaux incidents de violation par Israël des droits inaliénables des peuples arabe et palestinien dans les territoires arabes occupés.

80. Récemment, les autorités israéliennes ont décidé, en dépit d'une forte opposition du peuple arabe, de créer une colonie de peuplement dans la ville d'Al-Khalil. Cette décision illégale aggrave encore la tension dans cette région.

81. Le 7 juillet, une attaque à grande échelle contre des civils arabes s'est produite à Al-Khalil. Quelque 90 p. 100 des étalages tenus par des Arabes au marché de la ville ont été brûlés et le maire par intérim, Mustafa

\* Cité en anglais par l'orateur.

Al-Natshe, a été destitué sans aucune raison par les autorités israéliennes.

82. Le 26 juillet, une bande de colons israéliens armés a organisé une attaque contre l'Université islamique d'Al-Khalil et a ouvert le feu au hasard à la mitrailleuse sur les étudiants et le personnel enseignant, infligeant de graves pertes. Les autorités israéliennes continuent encore d'envoyer des renforts de police et des renforts militaires pour intensifier leur répression à l'égard des habitants palestiniens et arabes sans défense. Cette grave situation évolue toujours.

83. Les représentants de pays arabes et le représentant de l'OLP nous ont révélé de nombreux faits qui montrent éloquemment que les tactiques terroristes utilisées à cette occasion par les autorités israéliennes pour persécuter les habitants autochtones sont préméditées et visent expressément à modifier la composition démographique pour légitimer le plan de peuplement israélien.

84. On se souviendra que les autorités israéliennes ont avoué sans aucune honte, ouvertement, qu'elles avaient l'intention d'installer 400 000 Israéliens sur la Rive occidentale au cours des cinq années à venir et 1,4 millions de personnes dans les 30 prochaines années. L'intention israélienne d'annexer les territoires arabes occupés de la Rive occidentale est parfaitement claire et Israël ne peut éluder sa responsabilité dans cette dernière tragédie.

85. La répression et la persécution criminelles délibérées pratiquées par Israël contre le peuple arabe palestinien sont une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>2</sup> et constituent également un défi manifeste aux résolutions pertinentes du Conseil.

86. Le Conseil a, en de nombreuses occasions, adopté des résolutions qui demandent explicitement à Israël de cesser immédiatement de prendre toute mesure susceptible de modifier le statut juridique, le caractère physique et la composition démographique des territoires arabes et palestiniens occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, d'assurer le bien-être des habitants des territoires occupés et de respecter leurs droits de l'homme. Toutefois, au mépris de ces résolutions, les autorités israéliennes ont provoqué de nouveaux incidents en annexant des territoires arabes occupés.

87. La politique d'agression et d'expansion israélienne a encore aggravé les dangers qui pèsent sur la paix et la sécurité dans cette région et dans le monde entier. Au cours des 30 dernières années, le peuple palestinien a subi des souffrances indicibles. Des millions de Palestiniens ont été forcés de quitter leur patrie, et des milliers d'entre eux ont péri. Mais l'héroïque peuple palestinien, sous la direction de l'OLP, son seul représentant légitime, a poursuivi une lutte inlassable pour réaliser ses aspirations sacrées : recouvrer sa pa-

trie et créer son propre état indépendant. Il s'est acquis la sympathie et l'appui de la communauté internationale.

88. Le Gouvernement chinois s'est toujours opposé aux crimes et aux activités illégales auxquels Israël se livre dans les territoires arabes et palestiniens occupés et a toujours condamné énergiquement la politique agressive et expansionniste menée par les autorités israéliennes à Jérusalem, sur la Rive occidentale, à Gaza et dans les hauteurs du Golan, de même qu'il a toujours résolument appuyé la juste lutte menée par les pays arabes et le peuple palestinien pour recouvrer leurs territoires perdus et leurs droits nationaux.

89. Ma délégation estime que la grave situation qui ne fait qu'empirer dans les territoires arabes occupés exige que le Conseil réagisse clairement et catégoriquement. Le Conseil doit condamner énergiquement les autorités israéliennes pour les incidents dont elles sont responsables à Al-Khalil, mettre fin à toutes les activités expansionnistes dans les territoires occupés et obliger Israël à se retirer de tous les territoires arabes occupés depuis 1967 afin de favoriser un règlement juste et global de la question du Moyen-Orient.

90. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la République islamique d'Iran. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

91. M. RAJAIE KHORASSANI (République islamique d'Iran) [*interprétation de l'anglais*] :

"Celui que Dieu dirige est bien dirigé; quant à ceux qu'il égare : voilà les perdants.

"Nous avons destiné à la Géhenne un grand nombre de djinns et d'hommes. Ils ont des cœurs avec lesquels ils ne comprennent rien; ils ont des yeux avec lesquels ils ne voient pas; ils ont des oreilles avec lesquelles ils n'entendent pas. Voilà ceux qui sont semblables aux bestiaux, ou plus égarés encore. Voilà ceux qui sont insoucients.

"Les plus beaux noms appartiennent à Dieu ! Invoquez-le par ses noms; écarterez-vous de ceux qui profanent ces noms; ils seront rétribués pour ce qu'ils ont fait.

"Il existe dans ce que nous avons créé une communauté dont les membres se dirigent selon la vérité, et qui, grâce à celle-ci, observent la justice.

"Nous conduisons par des chemins détournés qu'ils ignorent ceux qui traitent nos signes de mensonges""\*."

92. Comme mon message repose tout entier sur le Coran, il est tout indiqué que, d'ici, je m'adresse en

\* Cité en arabe par l'orateur.

premier lieu à tous les musulmans du monde qui sont représentés, ou probablement mal représentés, à l'Organisation internationale, donc au Conseil de sécurité, non pas pour ce qu'il est mais en l'honneur de ce qu'il devrait être.

93. Je vais poursuivre à la lumière de la sagesse coranique afin de dévoiler les racines du problème d'aujourd'hui, le problème de la Palestine, qui, du fait de l'impérialisme et du sionisme, constitue la plus grande tragédie de notre temps. Je prie Dieu pour que ces versets du Coran raniment la lumière divine dans les cœurs de mes frères musulmans jadis fidèles qui, malheureusement, sont tombés jusqu'aux plaines empoisonnées du monde séculier. Quant à l'auditoire non musulman, j'espère que les versets seront compris comme un passage par les codes moral et spirituel de l'Islam et que l'on comprendra leurs incidences du point de vue des problèmes internationaux. Espérons que ce passage éveillera également dans leurs cœurs un intérêt salutaire à l'égard des croyances divines en général et de l'Islam en particulier.

94. Je vais donc élaborer sur les versets que je viens de citer en commençant ainsi : Au nom de Dieu le Très Miséricordieux, le Tout Miséricordieux; Je trouve refuge en Dieu contre Satan le maudit.

"Celui que Dieu dirige est bien dirigé; quant à ceux qu'il égare : voilà les perdants."

95. Depuis que les musulmans ont vidé leurs cœurs de la lumière divine et se sont éloignés de la conduite divine, ils ont perdu considérablement. Ils ont oublié leur identité islamique, et c'est ainsi qu'ils en sont venus à tolérer le colonialisme et l'impérialisme. Ils ont oublié la précepte coranique qui dit, dans la sourate III, au verset 103 :

"Attachez-vous tous, fortement, au pacte de Dieu; ne vous divisez pas; souvenez-vous des bienfaits de Dieu : Dieu a établi la concorde en vos cœurs; vous êtes, par sa grâce, devenus frères alors que vous étiez des ennemis les uns pour les autres. Vous étiez au bord d'un abîme de feu et il vous a sauvés. Voici comment Dieu vous explique ses signes, peut-être serez-vous bien dirigés."

Ils ont oublié ce conseil et ont accepté par ignorance le principe sioniste satanique du nationalisme partout dans le monde musulman. Ils ont été divisés et dispersés en un grand nombre de petites unités — avec à leur tête un roi, un cheik ou un homme de paille, chacune guerroyant contre l'autre pour savoir où devait passer la ligne que les puissances mandataires, les puissances sataniques, leur avaient conférée pour servir de frontière nationale.

96. Certains ont poussé si loin leur perversion séculière et nationaliste qu'ils ont combattu ouvertement pour éradiquer tous les éléments de croyance en Dieu en faveur d'une servilité pleine d'orgueil devant des

puissances sataniques, grandes ou petites. Ils ont perdu la Palestine parce qu'ils ont négligé les devoirs découlant de la sourate II, au verset 114 :

"Qui donc est plus injuste que celui qui s'oppose à l'invocation du nom de Dieu dans les mosquées de Dieu, et que ceux qui s'acharnent à détruire celles-ci, alors qu'ils ne devraient y pénétrer qu'en tremblant. L'opprobre les atteindra en ce monde, et, dans la vie future, un terrible châtement les attend."

L'opprobre et le terrible châtement sont que, ayant oublié nos devoirs découlant de ce verset, le plus nous, musulmans, avons montré d'irresponsabilité et de légèreté dans notre réaction à l'occupation, le plus nous avons perdu. Le monde musulman a été tellement imprégné de la fange du blasphème et de la sécularisation que nous n'avons pas seulement perdu la Palestine et toutes nos ressources naturelles, économiques, humaines et culturelles, mais le sens même de la douleur que nous aurions dû ressentir devant cette grande perte. C'est dans ce contexte que le verset suivant devient très pertinent et révélateur :

"Nous avons destiné à la Géhenne un grand nombre de djins et d'hommes. Ils ont des cœurs avec lesquels ils ne comprennent rien; ils ont des yeux avec lesquels ils ne voient pas; ils ont des oreilles avec lesquelles ils n'entendent pas. Voilà ceux qui sont semblables aux bestiaux, ou plus égarés encore. Voilà ceux qui sont insouciantes."

Certains sont aveugles, sourds et muets au point de couler dans un océan d'ordures; cependant, ils en avalent gloutonnement encore plus.

97. Il y avait un temps où ceux qui ont signé un traité de paix avec l'ennemi sioniste ne priaient que Dieu, ne craignaient que Dieu et ne demandaient secours qu'à Dieu, comme ils répétaient tous les jours dans leurs prières : "c'est Vous que nous prions et c'est à Vous que nous demandons secours". A cette époque-là, ils étaient suprêmes. A mesure que les bienfaits de ces prières ont été oubliés, ils ont commencé à obéir à n'importe qui, sauf à Dieu, et surtout au grand Satan. Ils se sont soumis au matérialisme américain ou russe. Par conséquent, ils ont joui avec fierté de l'humiliation des accords de Camp David. Ils ont perdu toute sensibilité au furoncle douloureux et toujours plus gros du sionisme qui a été implanté au cœur de leur chère Palestine par les puissances impérialistes.

98. Le roi Hussein de Jordanie, qui maintenant aspire à un traité de paix avec l'entité sioniste, était fier autrefois de son ascendance hachémite. La monarchie d'Arabie saoudite, qui aujourd'hui est fière d'imiter le criminel chah d'Iran, humble et obéissante devant les agents des Etats-Unis et du sionisme, et qui, hérésie, empêche les musulmans de faire leur pèlerinage, était fière autrefois de prétendre être le portier de la maison de Dieu et de servir les pèlerins. Et ceux qui attendent avec zèle un quartier palestinien apprivoisé et sans

défense sur la Rive occidentale, qui s'appellerait Etat palestinien du président Reagan, étaient jadis les nobles citoyens d'une terre heureuse. Comme bien d'autres dirigeants musulmans partout dans le monde, ils ont complètement oublié ce que dit la sourate XVII dans son verset I :

“Gloire à celui qui a fait voyager de nuit son serviteur de la mosquée sacrée à la mosquée très éloignée dont nous avons béni l'enceinte, et ceci pour lui montrer certains de nos signes — Dieu est celui qui entend et qui voit parfaitement.”

Ils ont été tellement aliénés, comme nous tous, tellement métamorphosés, que lorsqu'un groupe lassé du communisme, du capitalisme et de l'ignoble Chah de l'occidentalisme entend se retirer dans son foyer qu'est l'Islam, ils attaquent tous comme des loups sanguinaires pour étouffer quiconque pousse le cri de “Allah-o-Akbar”. Pourquoi ? Tout simplement parce que, comme il est énoncé dans la sourate III, au verset 14 :

“L'amour des biens convoités est présenté aux hommes sous des apparences belles et trompeuses; tels sont les femmes, les enfants, les lourds amoncellements d'or et d'argent, les chevaux racés, le bétail, les terres cultivées : C'est là une jouissance éphémère de la vie de ce monde, mais le meilleur lieu de retour sera auprès de Dieu.”

99. A l'Université d'Hébron, des hommes armés ont tué 3 personnes et en ont blessé 33. Des soldats sionistes ont ouvert le feu sur les manifestants et ont tué une femme. Les usurpateurs sionistes continuent de construire des colonies de peuplement sur la Rive occidentale. Les Etats-Unis, sans l'appui desquels la base sioniste au Moyen-Orient ne saurait survivre un instant, sont aussi le meilleur ami de certains dirigeants arabes, qui aspirent à la conclusion d'un traité de paix avec l'ennemi sioniste, mais qui, heureusement, continuent à avoir peur de leur propre peuple non armé. Bien entendu, les sionistes tuent et détruisent. Ils n'ont jamais dit qu'ils étaient des invités aimables envers leur hôte. Ils ont toujours été des intrus, des agresseurs et des usurpateurs qui, depuis le tout début, n'ont cessé de tuer et de détruire.

100. C'est dans ces circonstances que le Conseil se réunit aujourd'hui. Dites-nous à quelles fins nous nous réunissons ? Qui sont certains des membres du Conseil ? La réunion tenue par le Conseil après les massacres de Sabra et de Chatila [2396<sup>e</sup> séance], avait attiré un nombreux public. Il y a même eu une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale. Que s'est-il passé alors ? Bien entendu, il y en a d'autres, à côté de ma délégation, qui ont le courage de dire la vérité, et je suis très heureux de voir que d'autres critiquent le Conseil ou le considèrent avec plus de réalisme. Il est très agréable d'entendre beaucoup d'autres voix souligner l'impuissance du Conseil à faire appliquer la Charte des Nations Unies. Mais, depuis sa création, le Conseil n'a jamais promis d'être différent ni

meilleur qu'il n'est maintenant. Il est triste qu'une résolution apaisante du Conseil puisse être prise tellement au sérieux par les clients — que nous sommes — que l'on pourrait croire qu'il s'agit de la libération du pays occupé.

101. Il est intéressant de constater que parfois nous présentons des comptes rendus détaillés des crimes sionistes au Conseil, avec émotion et exactitude, comme si les membres permanents du Conseil étaient incapables de lire les journaux ou comme si aucun d'eux n'avait d'ambassade dans la base sioniste pour informer leurs ministères des affaires étrangères des crimes perpétrés à Hébron ou au Liban.

102. Je voudrais une fois de plus m'adresser à mes frères musulmans et leur rappeler que l'adversité, ce n'est pas le fait que des hommes armés, à Hébron, aient tué 3 personnes et en aient blessé 33. Ce qui est plus pénible, beaucoup plus pénible, c'est que, comme des plaignants bien élevés, nous présentions nos humbles plaintes à ces mêmes hommes armés, qui ont constitué cet organe international pour leurs propres fins et qui, depuis, continuent de le dominer complètement. En fait, nous qui avons davantage foi en le temple de l'Organisation des Nations Unies qu'en Dieu tout-puissant méritons bien cette humiliation, et au-delà. Frères ! N'avons-nous pas complètement oublié ce que dit la sourate III, au verset 139 :

“Ne perdez pas courage; ne vous affligez pas, alors que vous êtes des hommes supérieurs, si vous êtes croyants.”

Vous avez oublié ce que dit la sourate V, au verset 57 :

“Ô vous qui croyez ! Ne prenez pas pour amis ceux qui considèrent votre religion comme un sujet de raillerie et de jeu parmi ceux auxquels le Livre a été donné avant vous, et parmi les impies. Craignez Dieu ! Si vous êtes des croyants !”

103. Il est par trop triste que les dirigeants musulmans aient oublié l'infinité puissance de leur propre peuple et les ressources que Dieu tout-puissant leur a données et qu'ils soient donc devenus si humbles et si soumis devant les superpuissances et leur club international. Mais je vous en prie, ne comptez pas trop sur ce club. Il n'est rien, et rien n'engendre rien.

104. La Palestine ne pourra être libérée que si le problème de Palestine est perçu et traité à la lumière et sur la base de principes divins et justes. L'occupation de la Palestine n'est pas la cause de la tragédie; elle est l'effet d'une occupation plus fondamentale, l'occupation du cœur et du cerveau tout entiers des musulmans par des valeurs laïques, matérielles et frivoles. Si nous ne nous purifions pas de ce paganisme moderne frivole, nous ne sommes pas libérés, et nous ne pouvons donc rien libérer. Ceux qui veulent aider le peuple d'Hébron ou qui souhaitent libérer la Palestine feraient bien de son-



ger à cette solution. Cette solution est la suivante et se trouve dans la sourate IV, au verset 75 :

“Pourquoi ne combattez-vous pas dans le chemin de Dieu, alors que les plus faibles parmi les hommes, les femmes et les enfants disent : “Notre Seigneur ! Fais-nous sortir de cette cité dont les habitants sont injustes. Donne-nous un protecteur choisi par toi; donne-nous un défenseur choisi par toi !”

105. *Fi sabi Illah* veut dire “pour l’amour de Dieu”, c’est-à-dire selon la volonté de Dieu, et non pas pour le nationalisme ou tout autre “isme”.

106. Ceux qui jouent à la diplomatie pour aider la population d’Al-Khalil, ceux qui se préoccupent de la cause de la Palestine et ceux qui prétendent sentir la douleur de la domination dans les serres du sionisme et de l’impérialisme doivent se rappeler ce qui suit, qui figure dans la sourate II, au verset 194 :

Soyez hostiles envers quiconque vous est hostile, dans la mesure où il vous est hostile. Craignez Dieu ! Sachez que Dieu est avec ceux qui le craignent.”

107. Pour nous préparer à répondre à l’agresseur sioniste, nous ne pouvons pas jouer à la diplomatie, mes frères, ni négocier sur un mot ou une expression. Nous devons mobiliser toutes nos ressources. La maxime coranique est énoncée dans la sourate VIII, au verset 60 :

“Préparez, pour lutter contre eux, tout ce que vous trouverez de forces et de cavaliers afin d’effrayer l’ennemi de Dieu et le vôtre et d’autres encore, que vous ne connaissez pas, en dehors de ceux-ci, mais que Dieu connaît. Tout ce que vous aurez dépensé dans la voie de Dieu vous sera rendu et vous ne serez pas lésés.”

108. Mobilisation totale veut dire tous les avoirs déposés dans les banques sionistes; cela comprend, bien entendu, les grosses sommes que les Saoudiens, sur ordre des Américains, versent désespérément à votre gouvernement, Monsieur le Président, pour les armes mortelles que votre gouvernement met si généreusement à la disposition du Saddam sioniste pour nous tuer. Cependant, la France n’est pas le seul membre permanent du Conseil qui se livre à cette pratique. En fait, tous les vieux gardiens de la paix et de la sécurité internationales sont également engagés à l’égard de la Charte. Mais je voudrais donner la certitude aux membres du Conseil que Saddam et ses partisans — et, bien entendu, les Sionistes — sont les perdants, comme le Conseil le verra bientôt.

109. Mobilisation totale veut dire le marché du monde musulman tout entier, toute l’économie du monde musulman. Cela veut dire toutes les matières premières — qui représentent tant de bonnes choses; cela veut dire toutes les ressources pétrolières et la puissance qui en découle et, par-dessus tout, cela veut dire l’océan

sans borne de la population musulmane avec les peuples opprimés du monde entier, particulièrement d’Afrique et d’Amérique latine, qui aspirent à l’émancipation.

110. Mais cette mobilisation totale n’est possible qu’à condition que nos frères musulmans s’en remettent à l’Islam et qu’ils se rappellent que :

“Les plus beaux noms appartiennent à Dieu ! Invoquez-le par ses noms; écarterez-vous de ceux qui profanent ses noms; ils seront retribués pour ce qu’ils ont fait.”

Et s’ils négligent de se souvenir des noms divins, ils s’exposeront aux conséquences suivantes :

“Il existe dans ce que nous avons créé une communauté dont les membres se dirigent selon la vérité, et qui, grâce à celle-ci, observent la justice.

“Nous conduisons par des chemins détournés qu’ils ignorent ceux qui traitent nos signes de men songes.”

C’est exactement là que vont maintenant certains Musulmans : “par des chemins détournés”.

111. Au lieu de préparer le déplacement des musulmans vers la Palestine, les dirigeants des pays islamiques s’adressent au Président du Conseil et au Conseil lui-même : ils s’adressent à cet agent qui a établi un faux acte de naissance pour l’enfant illégitime qu’avait laissé, il y a 35 ans de cela, l’engagement du sionisme mondial et de l’impérialisme basé sur la conspiration internationale. Il est trop triste que nos frères musulmans prennent de propos délibéré une partie du problème pour une partie de la solution.

112. Les défauts et les imperfections du Conseil dans ce contexte n’ont guère de sens. Je veux dire que même si le Conseil fonctionnait bien, il n’en constituerait pas moins la clinique la moins indiquée pour le traitement de la maladie de la Palestine.

113. Le peuple musulman d’Iran ne ménagera aucun effort ni aucun sacrifice pour libérer la terre sainte de Palestine. Les troupeaux de sionistes criminels qui se sont rassemblés autour de certains membres conscien cieux du Conseil seront respectueusement ramenés à leurs étables aux Etats-Unis et en Europe, d’où ils sont venus.

114. La Palestine doit être complètement débarrassée des sionistes et de leurs partisans américains et occidentaux, qui ont misé à tort sur eux, espérant ainsi piller le reste du monde musulman. Mais cela est impossible.

115. Le PRÉSIDENT : L’orateur suivant est le représentant de Cuba. Je l’invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.



116. M. CABALLERO RODRIGUEZ (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois en cours. Nous vous souhaitons tout le succès possible dans l'exercice de cette importante responsabilité.

117. Je voudrais également manifester notre gratitude au représentant de la République populaire de Chine qui a assumé la direction du Conseil pendant le mois de juillet.

118. Lorsqu'on passe en revue les documents du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et d'autres instances du système des Nations Unies, on y trouve fréquemment des lamentations et des reproches émanant du représentant d'Israël et de ses alliés américains face à ce qu'ils considèrent comme un exercice inutile ou un gaspillage de ressources à la suite du traitement excessif dans cette instance des problèmes du Moyen-Orient, et notamment de la question de Palestine. Il est logique que ces deux pays se préoccupent de l'examen de cette question par la communauté internationale. Il est logique que le fait que l'on dénonce devant l'opinion publique internationale les crimes que commet la clique dirigeante israélienne contre le peuple palestinien et d'autres peuples arabes les gêne, tout comme il est logique, tant à Tel-Aviv qu'à Washington, qu'on n'aime pas qu'on révèle dans cette instance leur complicité et leur responsabilité mutuelle en ce qui concerne la détérioration croissante de la situation au Moyen-Orient. Les dirigeants israéliens, tout autant que leurs alliés stratégiques, souhaiteraient que la communauté internationale fasse le jeu de leur campagne perfectionnée de désinformation visant à présenter les victimes comme les bourreaux et vice-versa et facilite ainsi l'accomplissement de leurs desseins expansionnistes et néo-colonialistes à l'encontre du peuple palestinien et, d'une façon générale, de tous les peuples arabes.

119. Mais les temps ont changé; il est de plus en plus difficile de masquer la vérité à l'opinion publique internationale. De plus en plus, la cause du peuple palestinien, la cause des peuples arabes, se transforme avec une force plus grande en cause de l'humanité tout entière.

120. Chaque jour, il y a davantage de forces dans le monde entier qui condamnent avec plus de vigueur la politique démente de la clique nazie et fasciste qui gouverne à Tel-Aviv et réclament une solution juste et durable au conflit du Moyen-Orient.

121. Dans ce contexte, le mouvement des pays non alignés, qui compte 101 pays, joue un rôle particulier. A la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars, ces derniers ont réaffirmé leur conviction qu'il ne pourrait pas y avoir de paix juste et durable au Moyen-Orient sans le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et autres

territoires arabes qu'il occupe depuis 1967, y compris Jérusalem, et sans que soit apportée une solution juste au problème de la Palestine sur la base du recouvrement et de l'exercice en Palestine des droits inaliénables du peuple palestinien, en particulier le droit au retour, le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, et le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale, y compris le droit de créer l'Etat indépendant palestinien sur sa terre, la Palestine. Les chefs d'Etat ont en outre réaffirmé que l'OLP était le seul et unique représentant légitime du peuple palestinien et qu'elle avait le droit de participer de façon indépendante et sur un pied d'égalité à toutes les entreprises, conférences, arrangements et activités internationales, et ont rejeté tous plans, arrangements et accords qui ne seraient pas conformes aux dispositions énoncées ci-dessus [*voir S/15675, annexe, Déclaration politique*].

122. Ces principes, ainsi que les nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, sont violés quotidiennement par les dirigeants israéliens qui s'efforcent de faire obstacle à toute initiative de paix qui ne correspond pas à leur politique d'expansion ou d'agression ou à leurs plans visant à détruire la résistance du peuple palestinien et le peuple palestinien lui-même et à soumettre à sa volonté le reste des peuples arabes.

123. Tout cela explique la politique bien connue du fait accompli que les milieux sionistes ont appliquée bien avant la création de l'Etat d'Israël, de même que tout cela explique leurs récentes actions criminelles, comme l'intensification des activités de colonisation dans les territoires palestiniens et arabes occupés, l'annexion de la ville de Jérusalem et des hauteurs syriennes du Golan, les actes de génocide contre les peuples palestinien et libanais, les menaces constantes contre la Syrie et d'autres pays arabes et la recrudescence de la répression multiforme contre la population palestinienne des territoires occupés, de même que les actes terroristes qui sont venus, ces jours derniers, allonger la liste des victimes palestiniennes innocentes des forces israéliennes, ces dernières s'efforçant d'étouffer dans le sang la lutte légitime que mène le peuple palestinien contre son oppresseur. Au sujet de cette politique du Gouvernement israélien, le Président de Cuba, Fidel Castro, dans le discours qu'il a prononcé à l'occasion de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, a dit :

“Nous avons tous été horrifiés et profondément émus par le spectacle dantesque de l'invasion armée du sud du Liban et par la traîtresse agression déclenchée contre la Syrie, de même que par l'attaque génocide à laquelle Beyrouth a été soumise et les massacres inhumains de Sabra et de Chaila. Le comportement héroïque des combattants palestiniens et des patriotes libanais a soulevé l'admiration du monde, frappé par cette insurpassable vaillance. Jamais la cause palestinienne n'a paru plus juste par contraste avec la répugnante brutalité démontrée par

l'adversaire. L'humanité n'oubliera ni l'héroïsme des agressés, ni la barbarie des agresseurs.

“Il est réellement dramatique que le peuple hébreu, qui s'était acquis la compassion et la sympathie universelles lorsque Hitler menaçait de l'exterminer, se soit laissé conduire par le sionisme à se compromettre dans ce génocide insensé. Cela explique d'ailleurs pourquoi, en Israël même, une clameur se soit élevée en faveur de la paix et pour réclamer le châtimement des responsables de ces tueries.

“Tout cela n'aurait cependant pas été possible si les agresseurs israéliens n'avaient pas reçu d'un centre impérialiste mondial que tout le monde connaît bien les moyens de commettre ces crimes. L'aventurisme répugnant des Begin et des Sharon n'est que le résultat d'une alliance stratégique honteuse mais reconnue entre Israël et les Etats-Unis.”

124. Ces paroles, prononcées en mars dernier par le président Fidel Castro, sont aujourd'hui plus vraies que jamais. A la suite de son agression contre le Liban et des actes de génocide qui en ont découlé, Israël a encore intensifié sa politique répressive dans les territoires occupés, proclamant ouvertement qu'il entendait développer l'installation de colonies de peuplement israéliennes. Cette politique a acquis récemment une dimension nouvelle avec la détermination d'installer des colonies juives dans des centres urbains palestiniens densément peuplés, ce qui ne saurait entraîner que de nouvelles destructions de maisons et même de quartiers palestiniens, de nouvelles expulsions, de nouvelles effusions de sang, de nouveaux faits accomplis.

125. Comment expliquer qu'Israël puisse impunément poursuivre cette politique en dépit des résolutions réitérées adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, et au mépris flagrant de la volonté affichée par la communauté internationale tout entière ? Comme l'ont relevé les représentants de nombreux pays qui sont intervenus dans le débat, tout cela s'explique par ce que, journellement, nous lisons dans la presse et par toutes les déclarations faites par les membres mêmes du régime de Tel-Aviv et par les représentants du Gouvernement américain au sujet de l'appui politique, diplomatique, économique et militaire croissant qu'Israël reçoit de son allié stratégique, les Etats-Unis. Cette alliance stratégique explique par ailleurs la collusion israélo-impérialiste qui apparaît dans d'autres régions du monde, comme en Amérique centrale, où nous apercevons les longs tentacules sionistes fournissant de l'aide militaire aux ex-gardes de Somoza qui, avec l'appui ouvert du gouvernement Reagan, voudraient prétendre retenir la marche de l'histoire et noyer dans le sang la révolution des héroïques fils de Sandino.

126. Le Conseil se réunit aujourd'hui pour examiner les derniers actes criminels commis par les forces d'occupation israéliennes, notamment dans la ville

d'Hébron. S'il n'est pas mis fin à la politique démente du régime de Tel Aviv, combien d'autres crimes devrons-nous encore examiner au Conseil de sécurité ou à l'Assemblée générale ? C'est pourquoi le moment est venu pour le Conseil de s'acquitter enfin des responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies et de prendre les mesures qui s'imposent pour arrêter à temps les déprédations des forces d'occupation israéliennes et trouver une solution juste et durable au conflit du Moyen-Orient et, au premier chef, à sa cause profonde : le problème palestinien.

127. M. SALAH (Jordanie) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, je saisis cette occasion pour vous adresser, en mon nom, en celui de ma délégation et en celui de mon gouvernement, mes sincères félicitations pour votre accession à la présidence pour ce mois. Je me suis lié avec vous lors de mon séjour dans votre grand pays, la France, et je connais donc vos compétences exceptionnelles. Ces compétences, de pair avec votre sagesse et votre savoir-faire, et la politique de votre pays qui, par principe, défend le droit et la justice, font que nous sommes particulièrement heureux de vous voir présider le Conseil et assumer ces hautes responsabilités.

128. J'adresse également mes remerciements et ceux de mon gouvernement à M. Ling Qing, représentant de la Chine — et à son pays — pour le tact, la souplesse et la compétence avec lesquels il a dirigé les travaux du Conseil le mois dernier, de même que nous avons pu apprécier les qualités de diplomate que nous lui connaissons lorsque le Conseil a été saisi de la question de la situation dans les territoires arabes occupés, tant lors des consultations officielles que dans les réunions officielles.

129. A ce stade, malheureusement, je dois souligner le fait que le représentant de l'Iran s'est servi de cette instance d'une manière contraire à ses objectifs. Je ne m'élève pas contre ses leçons de religion au Conseil, bien que je ne sois pas convaincu que ce soit le lieu approprié pour ce faire. Je ne parlerai pas de ses attaques contre le nationalisme arabe, même si je ne crois pas que ce soit le lieu ici d'exprimer des inquiétudes à ce sujet.

130. De même, je ne relèverai pas ce qu'il a dit au sujet de la Jordanie et de sa politique étrangère, bien que je considère que ce soit là pêcher en eau trouble et une façon de profiter des circonstances.

131. Toutefois, c'est avec une émotion profonde que je rejette ce qu'il a dit au sujet de la famille hachémite que tous les Arabes et tous les musulmans aiment et respectent profondément en raison de sa position religieuse dans notre région et des services qu'elle n'a cessé de rendre, avec prudence et sagesse à la cause arabe.

132. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant du Bangladesh. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

133. M. WASIUDDIN (Bangladesh) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, la délégation du Bangladesh est heureuse de voir la France assumer la présidence. Nous nous félicitons des relations très amicales et cordiales qui existent entre nos deux pays. Chacun sait avec quelle sincérité la France soutient la cause de la paix internationale et la juste lutte des peuples opprimés. Nous sommes certains que, grâce à votre dextérité diplomatique, les délibérations du Conseil aboutiront à des résultats positifs.

134. Je voudrais saisir aussi cette occasion pour dire à votre prédécesseur, M. Ling Qing, le représentant de la République populaire de Chine, combien nous avons apprécié la brillante manière dont il a conduit les travaux du Conseil pendant le mois de juillet. Nous avons tous admiré l'habileté, la compétence et l'énergie avec lesquelles il a présidé à ces travaux.

135. Le Conseil se penche à nouveau sur une situation de crise découlant de l'agression israélienne et de la barbarie dont Israël fait preuve dans les territoires arabes et palestiniens occupés. Les récentes attaques criminelles et honteuses lancées par une bande de colons israéliens armés, sous l'égide des autorités d'occupation israéliennes, contre des civils arabes dans la cité arabe d'Al-Khalil occupée par les Israéliens ne sont pas des incidents isolés de répression mais constituent un maillon supplémentaire dans la longue chaîne que représente la politique de constante expansion et d'agressions ininterrompues menée par Israël contre ses voisins arabes, de même que sa détermination de liquider la nation palestinienne. Plusieurs orateurs qui m'ont précédé, en particulier les représentants de la Jordanie et de l'OLP, ont déjà décrit en détail les attaques traîtresses et honteuses menées les 7 et 26 juillet dans la ville arabe d'Al-Khalil occupée par les Israéliens.

136. Les nouvelles parues dans la presse internationale et la couverture des événements, assurée par les moyens d'information, en particulier les rapport récemment publiés dans le *New York Times* et le *Christian Science Monitor*, ont déjà donné tous les détails sur la fusillade et le massacre qui se sont produits à Al-Khalil. Ces nouvelles de presse ont également montré que la politique annexionniste d'Israël s'est heurtée à l'opposition déterminée du peuple palestinien et que la poursuite de la politique d'oppression brutale et de meurtre commis au hasard dans les territoires occupés n'a eu pour effet que d'intensifier encore la détermination de la population de résister à ces actes d'oppression et de terrorisme d'Etat.

137. L'Organisation des Nations Unies s'est plusieurs fois efforcée, par l'intermédiaire du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, de rendre justice au peuple palestinien accablé. Mais l'un des Etats Membres, Israël, a rejeté ses résolutions l'une après l'autre, délibérément et avec arrogance, faisant ouvertement fi de la voix de l'Organisation mondiale. Après avoir pris nombre de mesures pour changer le statut de la Ville sainte de Jérusalem ainsi que des hauteurs

syriennes du Golan, mesures qui ont été condamnées sans équivoque par la communauté internationale, Israël, poursuivant dans la voie de la liquidation du peuple palestinien et de son seul représentant légitime, l'OLP, a envahi le Liban l'été dernier. Violant ouvertement toutes les dispositions du droit international et les décisions de l'Organisation des Nations Unies, Israël a maintenu son occupation sur une grande partie de ce pays. Et, confronté à l'opposition déterminée du peuple palestinien héroïque, Israël a, une fois de plus, déchaîné un règne de terreur dans les territoires occupés.

138. En dépit d'une répression brutale, la jeunesse palestinienne héroïque a montré qu'elle n'entendait pas être soumise par la violence. Il est non moins évident que l'on ne saurait dénier au peuple palestinien ses droits inaliénables, pas plus que l'on ne saurait faire taire la voix de son seul représentant légitime, l'OLP.

139. Le Bangladesh a, sur la question de Palestine et du Moyen-Orient, une position aussi ferme que dénuée d'équivoque, position qui n'est pas fondée sur l'expédient politique. Cette position constante découle de notre foi inébranlable dans les buts et principes de la Charte des Nations Unies. Elle est fondée aussi sur notre ferme engagement à l'égard de la cause des peuples opprimés qui, où que ce soit dans le monde, luttent pour se libérer des liens du colonialisme, de l'agression et de l'exploitation et pour faire triompher leur droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté nationale et à l'indépendance politique. Cette position s'appuie sur des idéaux de tolérance et la conviction que les hommes et femmes de toutes religions et de toutes races peuvent vivre ensemble dans un climat de paix, de justice et d'égalité. Elle est une réaffirmation du droit de chaque peuple de déterminer librement son destin et de construire son propre système social, économique et politique par des moyens choisis librement.

140. C'est pourquoi le Bangladesh n'a cessé de maintenir que le problème du Moyen-Orient, en particulier la question de Palestine, ne peut être résolu que par le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes et palestiniens occupés, y compris la Ville sainte de Jérusalem, ainsi que par la restitution au peuple palestinien de ses droits inaliénables, y compris son droit à son propre Etat indépendant en Palestine. De plus, il est essentiel que l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, participe sur un pied d'égalité à tout processus de paix. Tout plan ou toute solution qui ignorerait ces conditions fondamentales ne saurait conduire à une paix juste et durable.

141. La récente attaque barbare déclenchée contre les Palestiniens, non seulement est un nouvel exemple des actions outrageantes dans lesquelles Israël s'est si souvent illustré, mais encore ne fait que confirmer les réelles intentions des autorités israéliennes au sujet desquelles le Conseil a reçu des avertissements répétés. Il ne saurait faire le moindre doute que la raison principale de cette attitude est de terroriser la population

palestinienne afin qu'elle abandonne sa patrie, patrie qu'Israël semble bien décidé à annexer.

142. C'est là, bien évidemment, une situation extrêmement grave et extrêmement inquiétante qui, si on la laisse persister, aura de sérieuses répercussions internationales et créera un précédent particulièrement dangereux que ne manqueraient pas de suivre d'autres puissances expansionnistes. Il est par conséquent impératif que le Conseil agisse sans perdre de temps, avec toute l'autorité et toutes les ressources dont il dispose, pour assurer la mise en œuvre de ses propres résolutions et décisions. Il faut qu'Israël comprenne qu'il ne saurait continuer à violer impunément la Charte des Nations Unies et les décisions du Conseil.

143. Les récents événements dans les territoires occupés ont montré sans l'ombre d'un doute que lorsque le Conseil ne prend pas des mesures fermes et urgentes, cela ne fait que contribuer à l'aggravation de la situation. Les membres permanents du Conseil ont donc la lourde responsabilité de faire en sorte qu'il

puisse s'acquitter de sa responsabilité principale et rendre la paix à cette région tourmentée.

144. En terminant, je voudrais réaffirmer que ma délégation entend soutenir fermement l'adoption de toute mesure concrète et efficace que pourrait prendre ce Conseil, conformément à la Charte, pour mettre fin à l'agression et à l'occupation israéliennes et pour rétablir au Moyen-Orient une paix juste et durable.

*La séance est levée à 19 h 5.*

---

#### NOTES

<sup>1</sup> Voir *Weekly Compilation of Presidential Documents*, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1982, vol. 18, n° 35, p. 1081.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973.

<sup>3</sup> Coran, VII, 178 à 182.